

EMPLOI/SALAIRES

Ils expliquaient que l'Europe allait garantir le plein emploi et la croissance !

FAUX Les annonces des suppressions de postes se succèdent semaine après semaine dans toute l'Europe. Et une entreprise comme TOTAL, malgré ses profits de 13,9 milliards €, va supprimer 555 postes. Avec la « concurrence libre et non faussée », la finance spéculative, c'est les délocalisations, la course aux bas salaires, le dumping social.

Avec le Front de Gauche nous proposons, que les comités d'entreprise disposent d'un pouvoir suspensif sur les suppressions d'emploi pour faire avancer des choix alternatifs. Toute aide de l'Etat aux entreprises doit être subordonnée au développement de l'emploi, de la formation et des rémunérations. Nous proposons l'interdiction des licenciements dans les entreprises qui distribuent des dividendes. Nous

proposons aussi un SMIC européen égal à 60% du salaire moyen de chaque pays en vue d'augmenter tous les salaires ; 1600 € par mois en France.



Contre les licenciements et les privilèges, DEUX PROPOSITIONS DE LOI COMMUNISTES

★ **A l'Assemblée nationale, Marie-George Buffet a déposé le 24 mars une proposition de loi visant à « interdire les licenciements dans les entreprises qui ont distribué des dividendes aux actionnaires ». C'est une première proposition d'urgence, avant d'autres qui seront déposées notamment pour donner des pouvoirs aux salariés dans la gestion des entreprises, contrôler les aides publiques et créer un pôle financier du crédit.**

★ **Au Sénat, les sénateurs communistes ont déposé un projet de loi visant l'abrogation du bouclier fiscal, la suppression totale des « parachutes dorés » pour les grands patrons et l'interdiction des stocks options. La droite a voté contre en séance le 26 mars dernier au moment même où Nicolas Sarkozy prétendait moraliser les rémunérations patronales !**



ÉDUCATION/RECHERCHE

Ils se glorifient d'une Europe tournée vers la recherche, avec une éducation de qualité pour toutes et tous !

FAUX Les « réformes éducatives » « Darcos » et « Peccresse » inscrites dans la « stratégie de Lisbonne » ne font qu'affaiblir le système public d'éducation et accroître les inégalités entre les établissements et les étudiants eux-mêmes en créant une éducation à 2 niveaux. Les dépenses publiques et privées en recherche-développement de l'Union européenne représentent 1,95 % du PIB et les programmes de recherches publics sont concentrés dans des domaines supposés immédiatement rentables au détriment de la physique fondamentale et des sciences humaines et sociales.



Avec le Front de gauche nous proposons, de doubler le budget de l'université et de la recherche. Les questions de recherche en Europe doivent être maîtrisées par le monde scientifique européen, les citoyens

et pas la Commission. Nous proposons également un système de recherche s'appuyant sur la coopération et l'échange entre chercheurs, laboratoires, publics et privés et non sur la compétition à outrance.

FEMMES

Ils avaient annoncé l'Europe îlot de la liberté et de l'égalité pour les femmes !

FAUX Certes, sur le plan législatif, l'Union européenne a progressé dans le domaine de l'égalité des genres. Mais, les inégalités salariales restent criantes. Les femmes sont sous-représentées en politique ou dans les postes à responsabilité. Le droit à l'avortement est refusé aux Irlandaises et aux Polonaises.

Avec le Front de gauche nous proposons, de décider la clause de l'Européenne la plus favorisée permettant de généraliser dans chacun des 27 pays les droits acquis par les femmes dans un pays de l'Union. L'Europe se doit de garantir l'égalité d'accès à l'emploi et aux carrières, à l'éducation et à la formation professionnelle; l'élimination des discriminations salariales, la liberté absolue de disposer de son corps, et la tolérance zéro envers toutes les violences et toutes les formes d'exploitation faites aux femmes.



SERVICES PUBLICS

Ils vantent le modèle social européen et son souci du bien commun !

FAUX Comment les croire quand ils ont l'obsession de livrer les activités publiques aux marchés et de privatiser ?

Avec le Front de gauche nous proposons, un modèle social européen basé sur le développement de l'intérêt général et notamment les services publics (santé, éducation, transports, énergie...). L'Europe a besoin d'une nouvelle base juridique qui permette aux services publics de répondre à des règles d'efficacité sociale et d'exister en dehors de la logique marchande de la concurrence à tout va.

PAIX

Ils ont annoncé une Europe indépendante dans sa politique étrangère, active pour la Paix !

FAUX Le Traité de Lisbonne subordonne la politique de défense européenne à celle de l'OTAN et des Etats-Unis. Il incite à accroître les capacités militaires des Etats. En même temps, l'Europe actuelle ne joue actuellement aucun rôle international dans la résolution des conflits comme lors de la dernière intervention d'Israël en Palestine.

Avec le Front de gauche nous proposons, une politique étrangère indépendante basée sur la paix, la coopération et complètement opposée à la guerre.



ÉCOLOGIE

Nicolas Sarkozy, président de l'Europe a déclaré : « l'écologie est une question qui touche la vie quotidienne, elle est devenue une question de justice. » !

FAUX L'Union européenne, ne remplit pas les engagements de Kyoto, pourtant déjà très insuffisants. Continuer sur cette lancée conduirait la planète à des bouleversements insoutenables, dès aujourd'hui et pour les générations futures. L'UE privilégie la route aux transports ferroviaires et fluviaux.

Avec le Front de gauche nous proposons, de réduire les émissions de 25 % d'ici à 2020 sur la base du niveau de 1990, d'au moins 80 % d'ici à 2050 et d'augmenter l'utilisation des énergies renouvelables d'au moins 25 % d'ici à 2020. Et plus fondamentalement, il faut construire une nouvelle croissance à partir des impératifs écologiques et environnementaux.



LIBERTÉS

Les fondateurs de l'Europe avaient rêvé un continent de Liberté !

FAUX Si les capitaux circulent librement, on ne peut pas en dire autant des personnes. La politique d'« immigration choisie » vise à accueillir des travailleurs migrants hautement qualifiés et à harmoniser les dispositifs répressifs à l'égard de tous les autres. Autrement dit, l'immigration au service des profits. Parallèlement, se développe en Europe une société de contrôle et de soupçon.

Avec le Front de gauche nous considérons, que le respect du droit d'asile, le droit à la scolarisation des enfants et le droit du travail font partie des droits fondamentaux des personnes. La régularisation des « sans-papier » ferait honneur à tous les européens.



S'attaquer aux privilèges !

Le pays tout entier est en état d'urgence. Partout, on s'inquiète. Peut-on agir contre la crise, bloquer les licenciements, stopper la chute du pouvoir d'achat et retrouver l'espoir d'une vie meilleure ? Nous, au Parti communiste, nous pensons que c'est possible, à condition d'agir sans tarder, en inversant les grands choix politiques. Nous faisons des propositions pour cela. Nos élus, nos parlementaires partout les défendent.

Nicolas Sarkozy nous dit : « Attendez, ça ira mieux demain, rentrez sagement chez vous et cessez de manifester ».
Mais qui peut attendre quand la crise fait si mal ? Ce serait une folie de l'écouter. Ce n'est pas en renflouant la machine à faire du profit, en protégeant de manière indécente les actionnaires et les dividendes, et en écrasant les salaires, la consommation, l'investissement public, le crédit aux PME pour payer l'addition qu'on s'en sortira. C'est exactement le contraire qu'il faut faire en commençant par s'attaquer aux privilèges du capital et de la finance.

Nous sommes des millions à ressentir et à partager ces urgences. Comment les faire avancer face à ce pouvoir sourd et arrogant ? En poursuivant les mobilisations sociales, assurément. Et en saisissant toutes les occasions de faire prévaloir d'autres choix politiques.

L'élection européenne du 7 juin prochain en sera une. Nous pourrons ce jour-là donner un carton rouge à la politique de Nicolas Sarkozy, et à toutes les politiques libérales qui fondent les traités européens actuels et nous ont conduits dans le mur.

Le PCF a initié pour cela un front unitaire, le « Front de gauche pour changer d'Europe ». Il regroupe aujourd'hui le PCF, le Parti de gauche, la Gauche unitaire et de nombreux acteurs du mouvement social. Il est ouvert à tous.

Le 7 juin, le vote pour ses listes peut donner une grande force à cette exigence : il est urgent de changer de cap en France et en Europe.



Je soutiens le

FRONT DE GAUCHE
Pour changer d'Europe

Le capitalisme traverse une crise historique. Chaque jour de nouveaux plans sociaux sont annoncés. La hausse du chômage est dramatique et sans précédent. Les services publics sont démantelés. Les droits sociaux reculent, la catastrophe écologique s'avance. Il est urgent de changer de politique ! Pourtant, l'Union européenne n'a pas su, pas voulu réagir face à la crise. Les gouvernements européens veulent faire payer la note de leur échec aux

salariés, aux jeunes, aux citoyens. Ensemble nous voulons saisir l'occasion des élections européennes du 7 juin pour sanctionner les politiques libérales qui ont conduit à ce désastre. Avec le développement des luttes et les mouvements sociaux, dans notre pays comme dans toute l'Europe, le vote du 7 juin sera une nouvelle occasion de faire entendre la colère et la volonté de choix en rupture avec l'Europe libérale et ses Traités dont celui de Lisbonne. Et d'élire de nombreux

députés qui, tous les jours, nous protègent et portent nos préoccupations. Nous soutenons donc les listes du Front de Gauche pour changer d'Europe, rassemblement ouvert à tous les citoyens et les citoyennes, toutes les forces politiques et sociales, qui défendent une Europe nouvelle, solidaire, de justice et de paix, écologique, démocratique, en rupture avec les dogmes néolibéraux et les traités européens actuels.

Nom	Prénom	Adresse	Mail	Signature

Soutien financier

Nom _____ Prénom _____ Email _____

Adresse _____

Je verse un don de _____ euros. Je veux participer à la campagne

Chèque à l'ordre : du mandataire financier de votre circonscription (voir site internet www.frontdegauche.eu)

A retourner à : PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, 2 place du Colonel Fabien 75019 Paris ou PARTI DE GAUCHE, 63 av. de la République 75011 Paris

Sarkozy

Carton rouge

CHANGER EN FRANCE ET EN EUROPE

